

Commission sur les accommodements raisonnables

Mémoire présenté par

Clément Claveau

Bonjour à tous les membres de la commission et bonjour à vous tous chers concitoyens et concitoyennes.

Mon nom est Clément Claveau, j'ai 64 ans, je suis né dans un petit village de l'arrière-pays, j'ai une formation classique et j'ai pris ma retraite de la photographie professionnelle il y a déjà six ans.

Pendant ma vie professionnelle, j'ai œuvré comme bénévole dans différentes organisations et même si j'ai suivi de près les événements politiques je n'y ai jamais eu d'implication si ce n'est la présentation d'un mémoire à la Commission sur l'avenir du Québec.

Je suis fier d'appartenir à la société québécoise, une société fidèle à son passé mais cependant ouverte sur son avenir. Je suis fier d'appartenir à une société qui permet le genre d'exercice comme celui auquel je me prête devant vous aujourd'hui.

Depuis quelques temps, le débat sur les accommodements raisonnables anime le Québec. Ce débat comporte une énorme charge émotive parce qu'il touche ce que plusieurs considèrent comme le fondement d'une civilisation: la religion et la culture. On sait que les grandes religions, de par leur philosophie et leurs actions ont apporté de très grandes avancées à la civilisation. On sait aussi que malheureusement l'intransigeance et le prosélytisme de certains adeptes ont provoqué d'importants reculs.

Voilà pourquoi il faut aborder la question des accommodements avec grande prudence et sérénité. Il faut regarder ce que nous avons comme société et voir dans quel sens nous voulons la voir évoluer. Il ne faudrait pas envisager les accommodements «raisonnables» mais plutôt les accommodements «raisonnés».

Pour ma part, mon intervention d'aujourd'hui va porter sur trois points que je considère comme fondamentaux dans la société où je vis. Il s'agit de la liberté, de l'égalité et de la sécurité. Ces trois valeurs sont interreliées et aucune ne peut exister sans l'apport des deux autres.

Née de la Grèce antique, la démocratie a évolué au cours des siècles et, grâce à la vigilance de nos pères, nous avons la chance de vivre dans une société où la liberté nous semble tellement acquise que nous risquons de la laisser s'éroder sans trop s'en rendre compte.

Cette liberté, si elle n'entre pas en conflit avec les autres principes peut se manifester de différentes manières: c'est la liberté de parole, de presse, d'action, de religion et de déplacement. Nous pouvons, ici, émettre notre opinion et la publier, nous pouvons fonder une entreprise, nous pouvons adhérer à la religion de notre choix et voyager à notre guise.

Même si ces deux dernières manifestations de cette liberté chatouille parfois quelques-uns, il faut veiller à ne pas l'entamer. La liberté de religion implique aussi la liberté de le faire savoir. On peut afficher sa foi comme on peut afficher une épinglette d'un parti politique ou d'une marque de commerce. Ces signes distinctifs, s'ils ne contreviennent pas à l'égalité ou à la sécurité sont parfaitement légitimes. Le port d'un foulard qui se noue autour de la tête ou du cou sans voiler le visage n'est pas plus déplacé que le costume d'une religieuse catholique.

Cela ne m'agresse pas de voir un crucifix dans un lieu public, pas plus que le signe de la religion musulmane ou juive. Également, cela ne m'agresserait pas si je voyais apparaître à côté de ce même crucifix tout autre signe distinctif, en autant que cela réponde à la demande de citoyens représentatifs d'une communauté significative et structurée d'une religion reconnue. Ces signes ne visent pas à convaincre qui que ce soit. Ils ne font que confirmer qu'une part importante de la communauté pratique un certain culte.

Les religions font partie de notre environnement culturel depuis si longtemps qu'il serait vain, utopique et déraisonnable d'espérer vivre dans une société où elles ont été complètement évacuées.

Céder au mouvement qui prône l'élimination des crucifix dans les lieux publics ouvre une porte béante à la demande d'interdiction de sonner les cloches et l'exigence d'enlever les croix sur les clochers. À la menace d'intégrisme religieux, il ne faut pas répondre par l'intégrisme laïc. *In medio stat virtus* a dit le sage.

Depuis la révolution française, les sociétés modernes et démocratiques conviennent que les hommes et les femmes naissent égaux en droit. Dans notre société, cette égalité permet à un petit gars de Baie-Comeau ou un petit gars de Shawinigan d'en arriver à être élu Premier ministre de son pays, elle permet à un natif de Natashquan de devenir un poète mondialement reconnu, elle permet également à une personne de couleur, issue de l'immigration, d'être nommée Gouverneur général du Canada.

L'humble balayeur, l'agriculteur ne sont en rien inférieur ni supérieur à l'homme de loi ou au financier qui brasse des millions.

Personne n'a le droit, sous quelque prétexte que ce soit d'imposer des conditions qui fassent en sorte qu'un autre membre de la communauté soit en apparence d'infériorité. L'homme et la femme sont égaux dans leur différence. Ils marchent non pas l'un derrière l'autre, mais côte à côte.

Lorsqu'un homme ou une femme accomplit une tâche, leur sexe s'efface devant la tâche. Ce ne sont plus que des médecins, des policiers, des politiciens et ils seront jugés d'après leurs résultats et non selon leur sexe.

Ce qui est permis à l'un doit être permis à l'autre.

Malgré ce qui semble parfois nous menacer, malgré les accidents toujours possibles, notre société nord-américaine connaît une des périodes la plus sécuritaire que l'humanité ait connue depuis ses débuts. Je me promène chez nous à la nuit tombée et ma plus grande préoccupation

est de ne pas croiser une moufette plutôt qu'un maraudeur. Sauf exception, c'est encore le cas dans la plupart des régions du Canada et des États-Unis. Nous pouvons dire que nous sommes en sécurité à peu près partout sur notre territoire. Sauf que cette sécurité est parfois perturbée par un sentiment d'insécurité causé par une apparence d'insécurité qui nous dérange.

Au Québec, la vue d'un policier avec un revolver à la ceinture n'inquiète personne qui vit ici depuis quelques années et qui n'a rien à se reprocher. À mon dernier voyage en France, en entrant dans l'aéroport, je me suis retrouvé nez à nez devant une policière arborant une mitraillette presque aussi grande qu'elle. J'ai soudain senti ma sécurité menacée, bien qu'elle ne l'était pas. Ce n'est pas dans notre culture qu'un policier se promène machinalement avec une telle arme.

Je suis un chasseur, lorsque je rencontre sur les lieux de chasse une personne qui porte un poignard ou une arme à feu, je ne sens pas ma sécurité menacée, c'est une situation normale dans les lieux de chasse. Quand je visite une usine ou fréquente un établissement de santé, je ne me sens pas menacé à la vue d'une personne masquée parce que je sais qu'elle le porte pour sa protection et je sais également qu'elle l'enlèvera pour me parler car elle veut être reconnue.

Par contre, si je me promène sur la rue et que je vois une personne armée, je sens ma sécurité menacée. Si je rencontre une personne masquée dans un lieu public, que ce soit au cours d'une manifestation ou pour un motif religieux, je ne suis pas à l'aise et je me sens menacé car elle me cache volontairement son visage et je ne connais pas ses intentions. Quand je sais que certaines écoles acceptent que l'on porte un poignard, pour quelque raison que ce soit, je sens qu'il y a là menace à la sécurité ou du moins apparence de menace, ce qui à mes yeux est la même chose.

Tous ceux qui pour des motifs religieux qu'il ne m'appartient pas de discuter doivent porter une arme ou un simulacre d'arme devrait, comme les chasseurs le font, les ranger et les entreposer lorsqu'ils sont en dehors des lieux de culte.

Quand j'étais enfant dans mon petit village des années '50, le cheval était encore le principal moyen de locomotion, nous ne mangions pas de pizza et la télévision venait de naître. Aujourd'hui, nous voyageons à travers le monde, nous mangeons du couscous et du sushi, et Internet nous met en contact avec le reste de la planète.

Je ne veux pas d'une société figée dans le temps comme le prônent certaines sectes protestantes, islamiques ou juives.

Notre culture évolue, elle évolue et s'enrichit grâce aux voyages, aux contacts et grâce aussi aux gens qui viennent de l'extérieur et qui apportent avec eux un peu de leur culture. Inversement, si quelqu'un vient s'installer chez nous, c'est qu'il est attiré par notre société et notre mode de vie et il est mal justifié d'apporter avec lui ses problèmes et son ghetto.

C'est à nous qu'il appartient de faire la promotion des valeurs qui nous sont chères, de dire aux gens qui veulent se joindre à nous que nous sommes une société libre, ouverte et tolérante et que si nous voulons garder nos idéaux de liberté, d'égalité et de sécurité, nous nous devons de nous astreindre à certaines limites susceptibles d'entraver ces trois valeurs.

Nous devons nous opposer à tous ceux, concitoyens ou immigrants, qui veulent nous imposer un intégrisme, qu'il soit religieux, laïc ou politique. Nous devons nous méfier de la tyrannie des minorités activistes et bruyantes qui souvent ne représentent qu'eux-même.

Quand nous regardons ce qui se passe ailleurs dans le monde, nous pouvons nous considérer chanceux d'appartenir à la société qui est la nôtre. C'est à nous d'en prendre soin.

J'aimerais léguer à mes petits-enfants et aux petits-enfants de ceux-ci une société ouverte, libre et tolérante, fière de son passé mais capable d'évoluer tout en gardant les principes qui nous sont chers.

Merci de votre attention,

Clément Claveau,

Saint-Gabriel-de-Rimouski, le 12 septembre 2007.